

*L'Adresse—M. J. H. Horner*

L'inflation a débuté, je crois, lorsque nous avons laissé dévaluer notre dollar par rapport à la monnaie mondiale. Le dollar canadien et le dollar américain ont été dévalués d'environ 40 p. 100 depuis 1971. Ceci a provoqué une inflation, à l'échelle mondiale, et le gouvernement essaie de temps à autre de s'abriter derrière ce prétexte. Ce n'est pas la seule cause de l'inflation au Canada. Une autre raison est l'ampleur des dépenses gouvernementales. Le budget des dépenses de cette année, y compris le budget supplémentaire, montre qu'il y aura un accroissement des dépenses de 29 p. 100 par rapport à l'an dernier. L'augmentation de l'effectif de la Fonction publique seulement a été de 25 p. 100. Ces dépenses inutiles stimulent l'inflation encore davantage.

En outre, le gouvernement n'a pas réussi à contrôler la croissance de la masse monétaire. Dans le passé, la masse monétaire du Canada augmentait au taux annuel d'environ 8 p. 100. Au cours des cinq dernières années, elle a augmenté au taux de 19 ou 20 p. 100, si bien qu'il n'est pas étonnant que nous soyons aujourd'hui en période d'inflation étant donné une telle négligence du côté de la gestion. Je suppose que si nous étions tous respectueux des lois, le pays n'aurait presque pas besoin de gouvernement. Or, nous ne sommes pas parfaits. Il reste que tout gouvernement au pouvoir devrait s'efforcer d'administrer le pays de façon plus ou moins efficace, et le gouvernement actuellement au pouvoir n'est pas parvenu à le faire.

Le premier ministre prétend que si les modifications relatives à l'impôt sur le revenu avaient été adoptées comme il se doit, tous nos maux auraient été guéris. Je rappelle au député qu'au moment de la présentation du Livre blanc sur l'impôt le ministre des Finances d'alors nous avait dit qu'il contenait presque toutes les recommandations de la Commission Carter—qu'après tout «une piastre c'est une piastre». Voilà ce qu'il pensait. La commission Carter n'apportait, à mon avis, aucune solution satisfaisante aux problèmes économiques du Canada.

● (1240)

Je m'oppose tout à fait à l'idée qu'«une piastre c'est toujours une piastre». De temps à autre, le taux de chômage monte en flèche au Canada. Pourtant, j'entends très souvent dire que partout au Canada qu'on a de la difficulté à faire travailler les gens. Certains des brillants cerveaux de notre société devraient sûrement étudier ce phénomène. Pourquoi ne pouvons-nous pas trouver des travailleurs lorsque nous avons beaucoup de chômage? L'agriculture, la pêche manquent de main-d'œuvre et nous ne réussissons pas à en trouver pour ces industries.

Pourquoi, monsieur l'Orateur? C'est parce que la société n'offre pas les stimulants qu'il faut. J'ai entendu des gens en vue à la télévision nous dire qu'il n'y avait plus personne qui voulait faire du travail servile. Même le premier ministre (M. Trudeau) a dit à nos jeunes qu'ils n'avaient pas besoin de travailler dans notre société. Les fermes laitières abandonnent les affaires parce que personne ne veut plus traire les vaches. Chaque jour quatre fermes sont abandonnées dans la province d'Ontario et il y en a environ quatre par semaine en Alberta. Il s'agit dans certains cas d'exploitations importantes.

A mon avis, on devrait offrir des stimulants fiscaux pour pousser les gens à accepter les emplois inférieurs. Le système actuel n'encourage pas les gens à accepter du travail véritable. Les travailleurs ont tendance à rechercher le travail de bureau, les emplois faciles ou peu exigeants de la société, et par conséquent, une bonne partie du travail productif ne se fait pas. Cette situation favorise

[M. Horner (Crowfoot).]

en outre le genre de psychologie inflationniste si courante au Canada à l'heure actuelle. Nous devons modifier tout notre système fiscal, mais pas de la façon préconisée par Carter ni de celle que suggère le premier ministre. Nous devons le modifier de façon à encourager les gens à travailler, ce qui nous permettra de ralentir ou même d'enrayer l'inflation. Il nous faut un gouvernement plus efficace et moins de dépenses inutiles.

De plus, les chemins de fer doivent acheminer nos produits vers les marchés. Le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau date de 50 ans, mais cela veut-il nécessairement dire qu'il n'est plus approprié aujourd'hui? Si les chemins de fer veulent transporter les céréales de façon efficace, ils le peuvent. Il est intéressant de remarquer que c'est dans les années où les chemins de fer transportaient de grandes quantités de céréales, que leurs profits ont été les plus élevés. Voyez par exemple les années 1971 et 1972, ou même l'année 1966 où les chemins de fer ont transporté 800 millions de boisseaux de céréales, et vous constaterez que les profits du CN et du CP ont atteint un sommet. Aussi, ce n'est pas simplement parce que ce tarif remonte à longtemps qu'il est obligatoirement trop bas aujourd'hui.

Les chemins de fer essaient de faire une brèche dans ce que l'on appelle souvent à la Chambre la Grande Charte de l'Ouest canadien, et il est honteux que le ministre responsable de la Commission canadienne du blé et représentant d'une circonscription de l'Ouest aide les chemins de fer à violer cette Grande Charte détenue depuis longtemps par l'Ouest canadien. Il ne se soucie pas du transport des céréales parce qu'il croit fermement que le prix des céréales augmentera encore davantage dans deux ou trois mois d'ici, et que si ces céréales demeurent entreposées dans les entreprises agricoles elles vaudront encore davantage. Peu lui importe que nous respections ou non nos engagements. Il tente d'obliger les chemins de fer en espérant, je suppose, que cela moussera sa carrière politique et contribuera à son ascension à la tête du parti libéral. Je suppose que tel est son objectif; il doit avoir ses raisons car un habitant de l'Ouest a peine à comprendre ses actions. Pourquoi procéderait-il de cette manière si ce n'est qu'il a un but caché, comme celui-là?

Je m'accaparerais plus le temps de la Chambre, monsieur l'Orateur. J'incite le ministre à rompre avec les sociétés ferroviaires et à se remettre au service des gens qui l'ont élu et des producteurs de grains de la Saskatchewan. Je lui demande de veiller sur le transport de leurs produits vers les marchés. Si nous perdons nos contrats de vente, il nous sera peut-être impossible de les reprendre à l'avenir, et ce au profit de quelqu'un d'autre. Nous devons demeurer un des principaux fournisseurs de grain du monde et conserver notre réputation de fournisseur fiable.

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, en participant au débat sur le discours du trône, je voudrais d'abord transmettre mes félicitations et souhaiter la bienvenue au nouveau titulaire de la fonction de gouverneur général du Canada. Je pense que nous avons été particulièrement choyés par la qualité des personnes qui ont occupé cette charge et je suis certain que le titulaire actuel saura préserver cette digne tradition de service envers le pays.

Je voudrais également féliciter le député de Spadina (M. Stollery) et le député de Sherbrooke (M. Pelletier) d'être les motionnaire et co-motionnaire de l'Adresse en réponse au discours du trône. Leur contribution mérite d'être soulignée et augure bien en ce début de la présente session parlementaire.